



Extrait de la déclaration CDEN reprise au CTSD carte scolaire du 5 février 2016

Dans le 1er degré, même si nous actons des avancées dans la dotation (+ 89 postes), cela reste très insuffisant au regard des besoins sur le terrain. En effet, après plusieurs années de coupes sombres sous la précédente mandature, la priorité au primaire, pourtant décrétée par le gouvernement actuel, peine à devenir réalité.

Nous sommes, certes, satisfaits du développement du dispositif « plus de maîtres que de classes » et de la baisse des seuils même si nous déplorons que ceux-ci ne concernent que l'éducation prioritaire. Cependant, cela reste insuffisant pour améliorer les conditions d'apprentissage et d'enseignement de l'ensemble des écoles.

Nous sommes satisfaits aussi de mesures telle que la création d'U.L.I.S., l'implantation de psychologues scolaires supplémentaires, la création de 3 CPC ASH et de 10 postes de brigade pour la formation continue.

Cependant, dans notre département, les moins de 3ans ne sont pas comptabilisés partout où les parents souhaitent inscrire leurs enfants, les RASED ne sont toujours pas rétablis complètement, il n'y aura aucune création de poste d'enseignant référent à la rentrée prochaine alors que les dossiers se multiplient, les moyens sont insuffisants pour améliorer de façon significative le remplacement et la formation. Les directions de petites écoles sont particulièrement mises à mal (pas d'aide administrative, peu de décharge...). Enfin, la ruralité n'est pas prise en compte.

Il reste donc du chemin à parcourir pour obtenir une réelle amélioration des conditions de travail des enseignants et du service d'éducation... Pour la FSU, il est urgent de passer à la vitesse supérieure à ce sujet..

La loi de Refondation ne suffira pas à changer l'école. Cela se joue surtout dans les moyens donnés aux enseignants pour sa mise en œuvre. C'est bien là que le bât blesse.

D'ailleurs, on se demande bien où sont passés les 60 000 postes promis ?

Pour la FSU, il faut moins de communication et de dispersion et davantage de concrétisation pour une réelle transformation de l'École, avec les enseignants, au service de la réussite de tous les élèves.

Enfin, nous voudrions porter votre attention sur la situation des enfants réfugiés, en âge d'être scolarisés et qui, pourtant, n'ont pas la chance de recevoir un enseignement comme tous les autres enfants de leur âge, en France. Nous ne pouvons accepter que cette situation soit laissée aux seules « bonnes volontés ».

